

# TEXTE FONDATEUR

LIBÉRATION DU 11 JUILLET 2000

## "QUE VIVE L'ART"

### ► CONTEXTE

Dès juillet 2000, la revue *Cassandre* faisait paraître dans *Libération* un appel intitulé "Que vive l'art", signé par de nombreux acteurs artistiques, culturels ou politiques. Cet appel estimait utile de "fonder des groupes de réflexion et d'action autour des pratiques artistiques en lien avec les populations".

Dans cet esprit, l'association Autre(s)pARTs a été créée par des porteurs d'expériences qui relèvent d'initiatives individuelles ou collectives dont les projets artistiques et culturels ont fait et font encore l'objet de débats, entre autres dans le champ des politiques publiques.

### ► SYNTHÈSE COURTE

Les formes artistiques qui correspondent à notre temps s'inventent de moins en moins dans les lieux qui leur sont traditionnellement consacrés et qui induisent souvent un rapport de production-consommation. Elles s'inventent ailleurs. Dans des squats artistiques, des friches industrielles reconverties, des territoires-hôpitaux, hôpitaux psychiatriques, prisons, milieux ruraux, quartiers difficiles, écoles, laboratoires de recherche... - où l'art, en s'attaquant à un problème humain, peut retrouver sa force et son sens. Il s'agit de replacer ces pratiques au cœur de lieux de vie où se posent des questions vitales. C'est dans ces interstices que naissent et tentent d'émerger des formes nouvelles qui échappent aux catégories de nos experts. Ces formes viennent de notre époque. Ou comme le dit Edward Bond, de notre futur.

Plus de cinquante ans après les débuts de la décentralisation théâtrale, les enjeux contemporains de la création ne sont pas ou mal pris en compte par l'État français. Les deux dernières décennies ont vu la

naissance d'outils nouveaux : centres d'art contemporains, centres chorégraphiques nationaux, scènes conventionnées, FRAC, conventions de développement culturel, contrats de ville, cafés-musiques, etc. Et nous assistons aujourd'hui à un embryon d'institutionnalisation de pratiques considérées il y a peu comme marginales, comme les musiques actuelles ou le théâtre de rue.

Ces lieux institutionnels, ces nouveaux labels, s'ils ont amélioré les processus de diffusion et créé des opportunités nouvelles, ne remettent pas fondamentalement en cause notre relation de citoyens aux pratiques artistiques. Les initiatives qui renouvellent cette relation y sont accompagnées marginalement - dans une perspective normative -, tandis que les formes officielles meurent en laissant souvent devant nos yeux de belles coquilles vides destinées à l'approbation des spécialistes. Face à cela, de très nombreuses équipes s'efforcent, dans une semi-obscrité, de retrouver le sens profond de leurs pratiques, dans des lieux où l'art retrouve une dimension d'échange avec des populations et des territoires. Il s'agit de faire resurgir des paroles et des actes croisés entre des domaines aujourd'hui tenus pour très distincts, le théâtre, la danse, la musique, la philosophie, les arts plastiques, les sciences, la médecine. Il s'agit de relier les pratiques artistiques à la vie de notre société, sans invoquer un alibi «social» qui masquerait la pauvreté de l'invention, ce à quoi nombre d'équipes furent longtemps encouragées. Il s'agit de dépasser le clivage entre esthétique et politique. Il s'agit de replacer l'exigence artistique au cœur de ces pratiques. Il s'agit de prendre en compte le lien entre l'identité culturelle et la fonction symbolique de l'art.

Les attermoissements des politiques en place dans notre pays montrent que rien n'est possible sans une prise de position volontariste sur la place de l'art dans la société contemporaine. Prise de position qui, seule, permettra de résister aux corporatismes et groupes de pression à tendance conservatrice. Il faut marquer la valeur d'actions qui tentent de penser l'art au plus près de nos vies, et, depuis au moins deux décennies, ne sont pas reconnues comme elles le devraient. Ces actions

mettent en question notre rapport à l'art, notre rapport à l'Autre et, au fond, le mode de civilisation auquel nous aspirons.

Nous ne nous satisferons pas du défaitisme institutionnel qui se traduit par une interprétation passive des statistiques. Nous ne nous satisferons pas d'une approche quantitative de la politique culturelle (qui fréquente quoi, quelles expos, quels festivals, quels spectacles «marchent») réduisant l'art, fut-il subventionné, à un produit du marché culturel et lui imposant la loi de l'Audimat. L'art, lorsqu'il est vivant, n'est pas voué à la production d'objets, fussent-ils excellents. C'est un parcours symbolique inquantifiable, un processus d'échange entre les hommes. Nous ne nous satisferons plus de l'octroi de miettes de la manne culturelle consenti aux équipes qui inventent sur le terrain des chemins différents, avec la volonté de se rapprocher des territoires et des gens. Le manque d'engagement des représentants de la puissance publique et l'absence d'une volonté politique d'État - concrétisée par des moyens - conduisent les artistes investis dans ces processus à des situations précaires, menacent la survie de nombreuses expériences, laissent des territoires entiers de notre société vierges de tout échange artistique. Tous ceux qui ont conscience de l'enjeu - de la nécessité - historique, doivent regrouper leurs énergies pour créer une force commune et le lieu d'un débat ouvert.

En liaison avec la revue *Cassandra* et autour de mouvements comme celui qui vient de s'exprimer à Millau, un groupe d'acteurs culturels et de chercheurs se réunit pour construire un outil d'information, de solidarité, de connexion entre les équipes, les lieux, les individus. Un outil durable qui échappe au temps du politique et à ses enjeux particuliers. Nous n'exigeons pas de l'État et des collectivités locales qu'ils soient leaders dans l'invention de nouvelles actions artistiques. Nous attendons d'eux une conscience de ce qui échappe à la réalité culturelle instituée, et qu'ils soutiennent les initiatives indépendantes représentatives des mouvements qui agitent l'époque. Nous proposons de fonder un groupe de réflexion et d'action autour des pratiques artistiques en lien avec les populations, dont les premiers partenaires - non les tutelles -, doivent être les collectivités publiques, et au premier rang d'entre elles, l'État.

Premiers signataires : Jean-Claude Amara (Droits devant), Anne-Marie Autissier (Revue Culture-Europe), Jean-Jacques Barey (Traversières), Kamel Basli (Tréteaux du Dragon), Christian Benedetti (Théâtre-Studio d'Alfortville), Patrick Bouchain (architecte), Pierre Bourdieu (Collège de France-EHESS), Fazette Bordage (TransEuropeHalles), Bruno Boussagol (Brut de Béton Prod.), Bertrand Cantat (Noir Désir), Jean Caune (Université Grenoble III), Patrick Champagne (sociologue), Nicole Charpail (Miffgriff assoc.), Eric Chevance (TNT Bordeaux), Olivier Couder (Théâtre du Crystal), Michel Crespin, (fondateur de Lieux Publics), Pierre Debauche (Théâtre du Jour), Jean-Michel Djian (journaliste et enseignant à l'Université Paris-VIII), Association Emmetrop (Friche culturelle à Bourges), Philippe Foulquié (Friche La Belle de Mai et Théâtre Massalia), Philippe Henry (Université Paris-VIII), Jean-Jacques Hocquard (La Parole Errante), Jean Hurstel (Banlieues d'Europe), Chantal Lamarre (Culture Commune), Christophe Le François et Patricia d'Isola (Murmures de quartier), Gérard Lorcy (Compagnie O Fantôme), Bernard Lubat (Uzeste musical), Noël Mamère (député-maire de Bègles), Alix de Morant (metteur en scène et journaliste), Valérie Peugeot (Mains d'Oeuvres), Robert Redeker (Les Temps modernes), Roger Des Prés (La Ferme du Bonheur), Nicolas Roméas (Cassandra), Valérie de Saint-Do (Cassandra), Renata Scant (Festival de Théâtre européen, Grenoble). Contact : revue *Cassandra* - Tél.: 01 42 87 43 20 - e-mail: [cassandra@horschamp.com](mailto:cassandra@horschamp.com)

**Rebonds - Quotidien - © Libération**